



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE COMMUNE DE AIZENAY

Arrêté temporaire n°2023-281 ACT
Portant réglementation de la circulation

CHEMIN DE L'EPAUD (LA MARIERE)

Monsieur ROY Franck, Le Maire de la commune d'Aizenay,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu le Code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-21-1

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

Considérant que des travaux POSE D'UN POSTE ENEDIS - 2 JOURS DE CHANTIER EN ROUTE BARREE SUR LA PERIODE SAUF POUR LES RIVERAINS ET LES VEHICULES DE SECOURS rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, du 04/01/2024 au 17/02/2024 CHEMIN DE L'EPAUD (LA MARIERE)

ARRÊTE

Article 1

À compter du 04/01/2024 et jusqu'au 17/02/2024 (la durée des travaux est de 2 jours au cours de la période indiquée), la circulation des véhicules légers et poids lourds est interdite 9006 LA MARIERE et à l'intersection du CHEMIN DE L'EPAUD et de LA MARIERE.

Article 2

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur, l'entreprise SOBECA .

Article 3

De l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Aizenay, le 22 décembre 2023

Franck ROY
Le Maire de la commune d'Aizenay



DIFFUSION:

- l'entreprise SOBECA

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.